



Systèmes alimentaires mondiaux, répercussions locales : le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique

Briefing de Bruxelles sur le développement NO. 39

Bruxelles, 25 novembre 2014

Le 25 novembre 2014, le CTA a organisé le 39e Briefing de Bruxelles sur le développement, avec pour thème le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique dans le cadre d'une série de Briefings bimestriels sur le développement consacrés aux questions liées au développement rural des pays ACP-UE. Plus de 130 participants ont débattu du rôle primordial joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans la promotion de l'agriculture en Afrique.

Le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans la promotion de l'agriculture en Afrique. Le Briefing a considéré que la transformation du secteur agro-industriel africain est un défi important pour assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique et stimuler son développement économique. Une approche différenciée en matière de partenariats, mettant l'accent sur le développement des secteurs privés compétitifs locaux, est essentielle à la stimulation du développement agricole en Afrique. Des stratégies et des approches permettant d'exploiter le potentiel offert par les partenariats de développement avec le secteur privé en vue de favoriser le développement du marché et la productivité dans les pays africains ont été identifiées.

Partenaires du Briefing:

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO/DG AGRI)
- Secrétariat ACP
- Concord
- CUA/PDDAA
- BMZ/GIZ

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement, visitez:

<https://www.brusselsbriefing.net>



Achille Bassilekin



Monique Pariat



Michael Hailu

En guise d'introduction, Achille Bassilekin, Secrétaire général chargé du Développement économique durable et du Commerce, Secrétariat ACP, a mis en exergue l'importance de l'industrie agroalimentaire et des partenariats pour le développement. Il a également insisté sur le rôle de l'agriculture dans les économies africaines et sur la pertinence des partenariats. Selon lui, une attention particulière doit être accordée aux différentes composantes des chaînes de valeur. S'agissant du rôle du secteur privé et des partenariats publics, le potentiel offert par l'Afrique est énorme.

Monique Pariat, Directrice Générale Adjointe, DG Agriculture & Développement Rural, Commission européenne, a souligné que l'agriculture est primordiale pour les APE. Le succès de la mise en œuvre des APE figure parmi les hautes priorités de la nouvelle Commission européenne. Il est nécessaire de se pencher sur la contribution du secteur privé et sur le renforcement des partenariats avec les petits exploitants. La stratégie conjointe UE-Afrique est une première étape en ce sens. Selon elle, il faut

également faire en sorte que la déclaration de Malabo se concrétise.

Pour finir, Michael Hailu, Directeur du CTA, a souligné la forte croissance économique que l'Afrique connaît ces dernières années, ce qui implique à la fois une croissance des capitaux et un regain de confiance. Cependant, la transformation du secteur agricole représente un défi de taille en termes de croissance durable. La déclaration de Malabo a identifié un objectif très clair concernant le secteur privé. L'environnement politique est déjà en place. Il est maintenant nécessaire de le traduire en mesures concrètes. Afin de tirer des leçons des bonnes pratiques existantes, des forums doivent être organisés en vue de favoriser la collaboration et le partage de ces enseignements.

Panel 1: Contexte: agro-industrie et PPP en Afrique

Le premier panel a partagé les expériences et les enseignements tirés de partenariats public-privé (PPP) et des alliances

Systèmes alimentaires mondiaux, répercussions locales : le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique | HIGHLIGHTS



H.E. Frédéric Assomption Korsaga



Hafiz Mirza



Wilhelm Elfring



Heike Rüttgers



Theo de Jager

multipartites visant à accélérer les investissements pour une transformation de l'agriculture africaine basée sur les priorités agricoles et commerciales tant au niveau national que régional. Le débat était animé par S.E. Frédéric Assomption Korsaga, Ambassadeur du Burkina Faso.

Hafiz Mirza, Chef de la Section Investissement, CNUCED, a donné un aperçu de l'agro-industrie en Afrique, ses principales tendances, opportunités et modèles d'investissements alternatifs. Il a souligné que l'Afrique connaît un développement positif depuis 2000. Une forte hausse des investissements et une augmentation considérable des importations de machines agricoles peuvent, entre autres, être observées. Ces investissements présentent des éléments positifs tels que les répercussions sur l'emploi ou sur l'accès aux marchés. Cependant, ils comportent également des aspects négatifs en termes d'accès aux terres et à l'eau.

Actuellement, une nouvelle approche du développement fondée sur les faits est mise en application en Afrique. Les expériences passées nous permettent de comprendre ce qui fonctionne ou pas. La prochaine étape sera de développer les connaissances et pratiques disponibles et de partager les enseignements tirés du passé.

Wilhelm Elfring, Consultant auprès du groupe de travail de l'UE pour

le développement du secteur privé dans le secteur agricole (PSDA), a axé son intervention sur les modèles de coopération de l'UE avec le secteur privé. Le groupe de travail PSDA (Private Sector Development in Agriculture) poursuit trois objectifs : la transparence, l'analyse et le regroupement de différentes approches, et la formulation de recommandations sur les orientations futures. Ce groupe a établi sept critères en matière de coopération avec le secteur privé. Différents types de modèles de coopération de l'UE avec le secteur privé peuvent donc être observés, ce qui constitue à la fois une menace et un défi.

Il apparaît comme nécessaire de simplifier les objectifs des programmes et d'en clarifier les impacts à l'heure où le nombre croissant de partenaires impliqués et les contributions nécessaires en provenance de différentes sources en augmentent la complexité. Les critiques formulées par les ONG doivent être prises en compte en termes de renforcement de la participation des parties prenantes.

Heike Rüttgers, Chef de Division, Gestion de portefeuille et politique ACP, Facilité d'investissement, la Banque européenne d'investissement, s'est penchée sur les différents instruments mis à disposition pour promouvoir l'investissement dans l'agriculture. Elle a cité, à titre d'exemple, la facilité d'investissement ACP. Une nouvelle enveloppe destinée

aux investissements positifs (ou investissements socialement utiles), à hauteur de 500 millions d'euros, qui sera allouée par le biais de la facilité d'investissement ACP devrait générer un impact sur le développement supérieur aux dispositifs classiques, en mettant l'accent sur les projets du secteur privé qui ne pouvaient pas être mis en œuvre jusqu'à présent, compte tenu du risque élevé qu'ils représentaient.

L'agriculture et la sécurité alimentaire comptent parmi les secteurs prioritaires de la Banque européenne d'investissement. Le lancement de différents projets en témoigne, tels que le projet de soutien de l'industrie sucrière à Maurice visant à accroître la valeur ajoutée au niveau local.

Le projet Novastar, un fonds destiné à financer les investissements sociaux, constitue un autre exemple. Novastar vise à soutenir les entreprises en phase de démarrage, qui fournissent des biens et des services en vue de transformer les marchés de consommation à faible revenu.

Theo de Jager, Président, Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU), a évoqué le rôle accru des organisations de producteurs dans l'industrie agroalimentaire et les PPP. Il a signalé le fait que les exploitants agricoles africains étaient les personnes les plus sous-développées au monde et que cela devait changer.

Systèmes alimentaires mondiaux, répercussions locales : le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique | HIGHLIGHTS



Eric Tollens



Eugenia Serova



Henri A. Minnaar



Daniel Gad



Martin Märkl

« Nous avons besoin d'un pacte à l'échelle du continent entre les différents acteurs, ce qui ne peut se faire que dans le cadre de partenariats public-privé. Les organisations d'agriculteurs doivent améliorer leurs pratiques de production.

Si un certain nombre de choses peuvent être faites telles que la création de réseaux d'informations essentielles, nous ne pouvons pas créer d'infrastructures, de politiques en matière d'investissement et d'échanges commerciaux... Nous sommes conscients que les vrais bénéfices résident dans la chaîne de valeur. À cet égard, nous devons garantir l'implication des exploitants et créer des avantages d'échelle par le biais d'actions collectives ».

Le débat a essentiellement porté sur le partage de l'information.

Tous les membres du panel ont convenu du caractère crucial de cette question et ont insisté sur le fait qu'il est important de partager des informations sur une base régulière par souci de transparence, en organisant des réunions et des ateliers. En outre, les intervenants ont également souligné l'importance de la coordination des investissements et d'un soutien accru en faveur des petits agriculteurs.

Panel 2: Développer et amplifier les succès par des partenariats stratégiques

Le second panel, présidé par Eric Tollens, Professeur émérite, KU Leuven, a présenté des exemples concrets de modèles inclusifs dans des secteurs spécifiques et des chaînes de valeur où des succès significatifs ont été réalisés, tout en analysant les raisons de ces succès.

Eugenia Serova, Directrice, Division des Infrastructures rurales et Agro-industries, FAO, a traité du renforcement des partenariats inclusifs dans l'agenda post-2015. Dans le nouveau cadre stratégique lancé en 2014, un changement remarquable concernant l'agro-industrie est constaté. La FAO a également adopté une stratégie liée au secteur privé en 2013. En termes de développement de l'agro-industrie et de partenariat, il est nécessaire de créer un environnement propice au développement des entreprises. Les impacts des PPP sont nombreux, tels que l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus ruraux et le renforcement des opportunités d'emploi.

Une chaîne de valeur inclusive qui ne serait pas uniquement axée sur les petits exploitants devrait être développée. Dans le cadre des échanges commerciaux, la FAO aide les pays à se conformer aux exigences commerciales. Il faut que l'accent soit mis sur un nombre limité de pays par souci de cohérence.

Henri A. Minnaar, Conseiller Principal, Programme Agriculture & Sécurité alimentaire, NEPAD

Business Foundation, s'est focalisé sur les plateformes innovantes à l'appui de l'agro-industrie, dans le cadre du développement de l'agriculture africaine. Il a décrit les différents obstacles qui minent l'agro-industrie en Afrique, tels que l'accès aux terres, les financements abordables limités ou les faibles niveaux d'investissement dans l'agriculture. La plateforme créée devrait permettre de surmonter ces obstacles. Le programme d'élimination des obstacles dans le secteur agricole « Removing the Barriers in Agriculture (RtB) » a été conçu par la NEPAD Business Foundation, en vue de renforcer les investissements dans l'agriculture en Afrique australe. Ce programme encourage la collaboration, la coopération, la coordination et la communication entre les secteurs public et privé, pour relever conjointement les défis. La plateforme SAADP (Southern African Agricultural Development Partnership Platform) est une initiative du programme RtB qui permet d'identifier et de coordonner les actions que les partenaires doivent mettre en œuvre pour éliminer les obstacles à l'investissement et au commerce dans le secteur agricole. Cette plateforme est de toute première importance car elle agit en tant que porte-parole du secteur privé sur les questions de développement, de commerce et de contraintes pesant sur la politique d'investissements dans le secteur de l'agriculture en Afrique australe.

Systèmes alimentaires mondiaux, répercussions locales : le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique | HIGHLIGHTS



Karl Schebesta



Jean-Pierre Halkin

S'agissant des nouvelles générations, il a signalé la nécessité de faire de l'agriculture un secteur attrayant pour les jeunes.

Daniel Gad, Directeur Général, Omega Farms & Ethiopian Horticulture Co-operative, a présenté les succès du secteur privé africain dans le développement de l'agro-industrie. Il a insisté sur le fait que l'agriculture n'est pas un loisir mais une véritable entreprise. Il a ensuite donné des exemples de partenariats, comme la coopérative de producteurs de café en Éthiopie. Il a déploré que des règles relatives à la participation du secteur privé ne soient pas clairement établies. Il souhaiterait que les exploitants agricoles gagnent plus d'argent et suggère une transformation de la chaîne de valeur. Il est nécessaire, selon lui, de réfléchir à la promotion du secteur agricole africain et de changer la façon de fonctionner. Pour conclure, il a affirmé que les modèles actuels de PPP sont, pour la plupart, toujours axés sur le regroupement. L'investisseur du secteur privé africain a tout à gagner de partenariats financièrement solides avec les petits exploitants agricoles en dehors du regroupement. Enfin, il a fait observer que l'inflation est un problème majeur en Afrique.

Martin Märkl, Senior Manager, Développement durable, BayerCropScience, a concentré son propos sur l'établissement d'un lien avec l'agro-industrie et le soutien de partenariats de développement durable en Afrique. Après une

description des partenariats dans la chaîne alimentaire, il a insisté sur le fait qu'il n'était pas possible d'imposer un modèle de partenariat. Le premier impératif devrait être l'économie. Le Dr Märkl a ensuite donné des exemples d'initiatives positives telles que la Potato initiative in Africa (PIA), qui vise à développer une approche innovante et extensible de la chaîne de valeur dans le secteur de la pomme de terre.

De nouveaux défis se profilent à l'horizon. Selon lui, parallèlement aux enseignements quotidiens sur le terrain, il est nécessaire de se projeter sur le moyen terme. Les PPP sont considérés comme plus complexes que les partenariats purement privés. Il est donc indispensable de commencer par satisfaire les demandes sur le terrain et par simplifier les PPP.

Karl Schebesta, Chef de l'Unité de développement de l'Agroindustrie, ONUDI, a analysé les PPP comme étant un moyen pour renforcer les succès en Afrique. Il a décrit les partenariats établis par l'ONUDI et a mis plus particulièrement l'accent sur l'Initiative pour le développement (accélééré) de l'agrobusiness et des agro-industries en Afrique (3ADI). Cette initiative est axée sur plusieurs domaines : les chaînes de valeur de l'agro-industrie, la sécurité alimentaire, les politiques, le financement et le commerce. M. Schebesta en a exposé les cadres d'application et les modalités. Les résultats escomptés de l'Initiative s'articulent autour de quatre

domaines d'appui essentiels : politiques favorables et fourniture de biens collectifs ; compétences et technologies pour les chaînes de valeurs ; institutions et services de postproduction ; et mécanismes renforcés de financement et d'atténuation des risques.

L'exemple éthiopien constitue un excellent exemple d'initiative allant au-delà des programmes habituels.

Le débat s'est essentiellement axé sur la question du financement. Le financement reste un problème en Afrique et il est nécessaire de trouver de nouvelles solutions. Il faut également réfléchir à de nouvelles façons de rassembler les exploitants agricoles. Avoir la capacité de traiter leurs produits peut leur permettre de survivre.

Jean-Pierre Halkin, Chef d'Unité, DEVCO/C1, EuropeAid, Commission Européenne, et Michael Hailu, Directeur du CTA ont conclu le Briefing.

M. Halkin a fait ressortir le fait que l'UE s'est montrée très active dans les domaines examinés pendant le Briefing tels que la sécurité alimentaire. Elle a élaboré deux approches. D'une part, l'approche axée sur les petits exploitants agricoles considérés comme les plus vulnérables. D'autre part l'approche axée sur le secteur privé, et plus spécifiquement sur l'industrie de la banane et du sucre. En outre, le paysage change considérablement ces dernières années. Les exportateurs de denrées alimentaires

Systèmes alimentaires mondiaux, répercussions locales : le rôle joué par l'agroalimentaire et les partenariats de développement dans le développement de l'agriculture en Afrique | HIGHLIGHTS

se mettent à en importer, les investissements du secteur privé sont en hausse, le discours politique évolue : l'agriculture demeure l'élément moteur de la croissance. L'UE a mis l'accent sur les secteurs clés suivants : l'énergie, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il ne s'agit pas d'une approche unilatérale mais au cas par cas.

En conclusion, M. Hailu a souligné l'importance de tirer les leçons des expériences passées. Des questions essentielles ont été débattues au cours de ce Briefing telles que le rôle des partenariats, les moyens de les déployer et les différents modèles développés.

Pour plus d'informations sur Internet:

- Briefings de Bruxelles: www.brusselsbriefings.net
- Transformation rurale en Afrique: <http://tinyurl.com/o2s3h7j>
- Financement des chaînes de valeur agricoles: <http://tinyurl.com/m83vg9h>
- Rapport préparé par Isolina Boto, Responsable du bureau du CTA à Bruxelles et Jonathan Pfund, assistant de recherche.